

tres poncifs économiques, nous ne frappions le fin fond avec une crise, une dépression et un taux beaucoup plus élevé de chômage. Pour le moment, nous voguons à la dérive. Le voyage ne sera ni gai, ni facile, mais avec un peu moins de vent et une navigation précise, nous devrions pouvoir toucher terre sans heurt d'ici les 10 ou 12 prochains mois à condition, évidemment, que le pilote, le navigateur et l'équipage aient suivi le bon cap.

Autrement dit, j'espère sincèrement que les députés se rendent compte de la condition terriblement fragile de l'économie et qu'ils feront de leur mieux, malgré leur allégeance politique ou partisane, pour collaborer avec le ministre de toutes les façons possibles afin de partager le fardeau et d'atteindre le but, soit réduire l'inflation tout en encourageant la croissance économique.

Cependant, je me demande si le prétendu budget de mai était la vraie question soulevée par l'élection de juillet du moins en ce qui concerne ma propre circonscription. Je voulais tout simplement porter cela au registre.

Il nous incombe à tous, pendant la présente session, de faire preuve de patience envers le ministre et le gouvernement qui, selon eux, font tout en leur pouvoir pour lutter contre l'inflation. Il incombe toutefois au ministre et au gouvernement d'apprendre immédiatement à la Chambre toutes les restrictions et les résultats, bons ou mauvais, et s'il devenait nécessaire de changer de cap en aucun temps, d'en avvertir immédiatement la Chambre. S'il se trompait avec ses théories, il devrait l'avouer. Chacun de nous doit continuer non seulement d'encourager le gouvernement à la sobriété, c'est-à-dire à réduire le gaspillage, le double emploi, les mésaventures et la création de chasses-gardées bureaucratiques, les chinoiseries administratives et l'inefficacité et, en même temps, à assurer des services convenables, mais nous devons aussi encourager l'épargne et décourager le gaspillage, non seulement à tous les niveaux du gouvernement, mais aussi à tous les niveaux du secteur privé. En toute franchise, ce n'est pas tellement ce qui figure au budget qui doit inquiéter la Chambre; c'est plutôt ce qui y manque qui inquiète énormément de Canadiens.

Le budget parle souvent de logement. Il aurait fallu y ajouter beaucoup de choses. D'abord on aurait dû apporter une modification à la loi de l'impôt sur le revenu autorisant les propriétaires de maisons individuelles à déduire les intérêts hypothécaires, ainsi que les impôts fonciers provinciaux et municipaux. Actuellement, les intérêts sur hypothèque sont taxés entre les mains aussi bien de l'emprunteur que du prêteur. Il s'agit là d'une double taxation, ce qui est tout à fait injuste. Il aurait fallu ensuite modifier la loi de l'impôt sur le revenu de façon à exclure du revenu imposable les intérêts sur obligations municipales. Troisièmement, il aurait fallu une garantie quelconque que la réduction de la taxe de vente sur les matériaux de construction et fournitures diverses soit créditée à l'acheteur de la maison. Quatrièmement, il aurait fallu réduire immédiatement le taux des intérêts hypothécaires dans le cas de la construction ou de l'achat d'une maison individuelle; et réduire également le taux des intérêts sur les emprunts que contractent les municipalités pour leurs travaux publics, en créant une banque distincte à cette fin. Je suis persuadé que ces mesures peuvent très bien être incorporées au budget sans en détruire l'équilibre, et il est certain qu'elles cadrent avec les objectifs et les intentions exposées lundi soir dernier par le ministre des Finances.

La question des disparités régionales est toujours d'actualité au pays. J'ai constaté avec plaisir, au cours de la présente session, que la modération financière annoncée

Le budget—M. Jones

par le gouvernement ne réduira pas les programmes de l'Expansion économique régionale, particulièrement dans la circonscription de Moncton. L'action de ce ministère est susceptible d'assurer en fin de compte l'autonomie financière des provinces pauvres. L'Expansion économique régionale doit s'occuper non seulement du secteur industriel, mais aussi des transports et du secteur primaire, et notamment de l'agriculture, de la pêche, de l'exploitation forestière et minière, en même temps que de l'équipement énergétique.

En outre, on a beaucoup parlé de ce qu'on fait en faveur des personnes âgées. Il y aurait peut-être lieu de rebaptiser «pensions de service du citoyen» les pensions de sécurité de la vieillesse; et à ce titre, la retraite devrait être versée à partir de 60 ans d'âge au lieu de 65 ans, dans certains cas bien définis, et le montant devrait en être augmenté sensiblement.

Le budget qu'on nous a présenté tend à favoriser l'épargne par suite des restrictions que s'impose le gouvernement. Il y a sûrement lieu de réduire le gaspillage, le double emploi, la paperasserie le bousillage bureaucratique et d'accroître l'efficacité dans l'administration. Un peu de bon sens assorti de sens des affaires pourrait amener beaucoup d'épargne, en dollars et en cents.

L'un des moyens les plus rapides et les plus efficaces d'économiser des millions de dollars, même des milliards, d'après certains calculs, et d'assurer l'unité à long terme, c'est de réévaluer et d'améliorer la façon d'appliquer le bilinguisme au pays. Beaucoup de fonctionnaires attendent simplement la fin de leur carrière, le jour de leur retraite, sachant que leurs chances d'avancement sont à peu près nulles. En fait on a même abandonné le système au mérite. Le programme de formation linguistique pour les adultes en vigueur dans les services de l'État et les sociétés de l'État ne sont pas efficaces en égard à la somme d'argent investie. C'est un exemple parfait de gaspillage gouvernemental.

Règle générale, on résout ce genre de problème par des moyens éducatifs non pas en enseignant les adultes, mais en le faisant dans les écoles publiques du pays. Il est temps que nous considérions l'exemple d'autres pays où des obstacles ont surgit spontanément par suite de la ségrégation des systèmes éducatifs. Je crois sincèrement que si le Canada et les Canadiens doivent être vraiment bilingues et que si nous croyons dans l'égalité des droits et des chances pour tous, tous les jeunes gens du pays doivent être éduqués ensemble. Si notre pays doit être vraiment bilingue, il est aussi temps d'enseigner le français et l'anglais dans nos écoles publiques d'une manière intégrée. Éduquons tous nos enfants ensemble. Qu'ils s'instruisent ensemble, jouent ensemble et travaillent ensemble. Ils s'en tireront ensemble. Alors et alors seulement nos enfants deviendront de vrais Canadiens.

S'il faut le consentement des provinces ou s'il s'avérait nécessaire de modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique pour en arriver à ce résultat, alors il faut résolument se mettre à la tâche. Nous devons envisager la réalité. Les obstacles constituent un problème au Canada. Il est arrivé si souvent que j'ai rencontré des jeunes gens incapables d'obtenir un emploi dans leur spécialité que ce soit dans les services de l'État ou dans l'entreprise privée, parce qu'ils ne sont pas bilingues. Les règles du jeu changent rapidement et facilement. Bon nombre de nos jeunes n'ont même pas la chance de respecter les règles. On leur dresse des obstacles dès leur plus jeune âge. Si l'on veut changer les règles du jeu, il faudrait préparer la voie aux changements prévus.